

Le gouvernement britannique reconnaît avoir espionné l'avocate de Julian Assange



Photo : Democracy Now!.

Londres, 9 juin (RHC) Le gouvernement britannique a admis avoir espionné l'avocate australienne Jennifer Robinson, membre de l'équipe juridique du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, et partagé l'information avec les États-Unis, a révélé jeudi la propre avocate.

Robinson a déclaré jeudi qu'elle était parvenue à un accord à l'amiable avec les autorités du Royaume-Uni après que celles-ci aient reconnu devant la Cour européenne des droits de l'homme qu'elle avait été surveillée pendant qu'Assange était hébergé à l'ambassade d'Équateur à Londres.

Le gouvernement britannique a maintenant admis qu'il a violé mes droits en me surveillant et en partageant des informations avec les États-Unis, et cela inclut la protection du matériel journalistique

confidentiel, a déclaré l'avocate, qui a porté plainte devant le tribunal européen en 2016, ainsi que deux autres plaignants.

Robinson a ajouté que son cas faisait partie d'un modèle d'espionnage illégal sur le fondateur de WikiLeaks et son équipe juridique, ce qui a également été révélé lors du procès d'extradition du journaliste australien aux États-Unis.

L'agence de sécurité espagnole engagée par l'ambassade d'Équateur à Londres aurait régulièrement espionné Assange pendant les sept années qu'il a passées à l'Ambassade d'Équateur, et a partagé l'information avec les services de renseignements américains.

Le fondateur de WikiLeaks, que les États-Unis prétendent juger pour avoir dévoilé les crimes de guerre commis par les militaires américains en Irak et en Afghanistan et des milliers d'archives secrètes, est enfermé dans une prison de haute sécurité britannique depuis que l'Équateur lui a retiré l'asile politique en avril 2019.

En janvier dernier, une juge de première instance s'est opposée à l'extradition d'Assange de peur que son emprisonnement aux États-Unis ne constitue une menace pour sa vie, mais quatre mois plus tard, la Haute Cour a accepté l'appel du parquet américain et l'affaire est maintenant entre les mains de la ministre de l'Intérieur, Priti Patel.

S'il est jugé et reconnu coupable par un tribunal non-américain, le journaliste australien pourrait être condamné à 175 ans de prison sur la base des 17 chefs d'accusation retenus contre lui dans le cadre de la loi sur l'espionnage. (Source : Prensa Latina).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/290273-le-gouvernement-britannique-reconnait-avoir-espionne-lavocate-de-julian-assange>



Radio Habana Cuba